

I- Les relations extérieures du Canada

Manon Tessier

Volume 27, Number 4, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703667ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703667ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1996). I- Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 27(4), 861–876. <https://doi.org/10.7202/703667ar>

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations extérieures du Canada

(juillet à septembre 1996)

A — Aperçu général

Le gouvernement canadien était actif sur plusieurs fronts, ce trimestre, que ce soit en matière de désarmement nucléaire, de protection des droits des enfants ou de lutte contre les effets extraterritoriaux de lois commerciales. Son activité fut particulièrement visible dans le dossier de la contestation des lois américaines Helms-Burton et d'Amato, – cette dernière visant les entreprises pétrolières investissant en Libye et en Iran – et dans celui de l'adoption du TICEN – le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires – mieux connu sous son sigle anglais CTBT. La signature du TICEN représentait d'ailleurs pour le Canada l'aboutissement de plusieurs années d'efforts en faveur du contrôle international des armes nucléaires et de la non-prolifération. Cette autre page du chapitre du désarmement étant pratiquement tournée, le Canada intensifiera maintenant sa campagne en faveur de l'éradication globale des mines terrestres antipersonnel.

B — Les politiques de défense

1 – L'OTAN

Les ministres de la Défense de l'OTAN se sont réunis à la fin du mois de septembre à Bergen, en Norvège, pour échanger leurs réflexions sur l'éventuel renouvellement de l'OTAN et étudier les différentes options militaires de l'après-IFOR en Bosnie. S'il appert maintenant certain que les troupes de l'IFOR seront maintenues sur le terrain en 1997, elles subiront toutefois d'importants réaménagements. Toute décision finale à ce sujet sera prise à la fin de novem-

* *Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.*

Revue Études internationales, volume xxvii, no 4, décembre 1996

bre soit après la tenue des élections municipales bosniaques et l'élection présidentielle américaine¹.

2 – Désarmement et contrôle des armements

Partisan de longue date du désarmement nucléaire, le Canada voyait se réaliser l'un de ses principaux objectifs de politique étrangère en signant, le 24 septembre, le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN). Le Canada avait œuvré, de concert avec un important groupe de pays dirigés par l'Australie, pour obtenir l'approbation du projet de traité par l'Assemblée générale de l'ONU en dépit de l'impasse à laquelle était arrivée la Conférence sur le désarmement à Genève. L'opposition de l'Inde au texte du traité et ses efforts pour bloquer un accord final ont déçu le Canada qui tentera au cours des prochains mois de convaincre ce pays à signer le Traité².

C'est dans ce contexte de négociations difficiles que le Canada condamna, le 29 juillet, le 45^e essai nucléaire chinois, essai qui s'est avéré être le dernier réalisé par une puissance nucléaire avant l'adoption du TICEN³.

C — Les politiques économiques et commerciales

1 – La loi Helms-Burton

La première compagnie étrangère à subir officiellement les contrecoups de la loi Helms-Burton était la compagnie ontarienne Sheritt International dont le personnel cadre ainsi que leurs familles furent interdits de séjour aux États-Unis⁴. Cette décision, annoncée quelques jours avant le délai du 15 juillet, ravivait les efforts du Canada pour obtenir le veto du Président américain sur l'application de la loi. Si le Canada et les autres partenaires commerciaux de Cuba ne purent obtenir l'abrogation complète de la loi, leurs pressions permirent cependant le report de six mois de l'entrée en vigueur de l'article autorisant la poursuite en justice des compagnies étrangères. Ce « pas dans la bonne direction » comme l'a décrit le ministre du Commerce international, M. Art Eggleton, ne dissipait toutefois pas complètement les préoccupations des sociétés canadiennes⁵. Afin de répondre à ces inquiétudes, le gouvernement fédéral déposa le 16 septembre un projet de loi modifiant la loi canadienne sur les mesures extraterritoriales étrangères de façon à contrecarrer la législation

1. *The Globe and Mail*, 26 septembre 1996, p. A10 et 27 septembre 1996, p. A10; *Ottawa Citizen*, 26 septembre 1996, p. A6.

2. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 141*, 15 août 1996, *Communiqué no 146*, 22 août 1996 et *Communiqué no 158*, 10 septembre 1996.

3. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 134*, 29 juillet 1996.

4. *Le Devoir*, 11 juillet 1996, pp. A1-A8; *The Globe and Mail*, 11 juillet 1996, pp. A1-A15.

5. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 127*, 16 juillet 1996; *Le Devoir*, 17 juillet 1996, pp. A1-A8; *The Globe and Mail*, 17 juillet 1996, pp. A1-A2 et 18 juillet 1996, pp. A1-A9.

américaine⁶. Même la venue à Ottawa, en août, de l'envoyé spécial de Bill Clinton dans ce dossier, M. Stuart Eizenstat, n'avait pu permettre un rapprochement des positions entre le Canada et les États-Unis⁷.

2 – La loi d'Amato

Adoptée le 23 juillet par le Congrès et signée le 5 août par le président Clinton, la loi d'Amato qui menace de sanctions les entreprises étrangères pétrolières investissant en Iran et en Libye était condamnée par le Canada et plusieurs autres pays en raison de ses effets extraterritoriaux. Comme il l'avait fait pour la loi Helms-Burton, le Canada se joignait à l'Union européenne et à d'autres pays pour contester la loi américaine. Le gouvernement canadien n'a cependant pas l'intention de prendre des mesures de représailles aussi poussées dans ce dossier-ci que dans celui d'Helms-Burton. Rappelons que les investissements des compagnies pétrolières canadiennes sont minimes en Libye et presque inexistantes en Iran⁸.

D — Les politiques d'aide au développement

L'ACDI contribuait à plusieurs projets de développement, ce trimestre. Parmi ceux-ci, notons une aide de 300 000 \$ pour la Pologne dans le secteur du compostage et du traitement des boues, une aide de 14 millions \$ sur cinq ans destinée à des pays du Pacifique Sud pour faciliter la gestion de leurs ressources maritimes et une contribution de 5 millions \$ pour le perfectionnement de la formation juridique en Afrique du Sud⁹.

E — Organisations et réunions internationales

1 – L'ONU

La 51^e session de l'Assemblée générale s'ouvrait à New York dans une atmosphère d'incertitude devant la crise financière de l'ONU, mais aussi de satisfaction en raison de l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN). Dans son discours devant l'Assemblée qu'il prononçait le 24 septembre, le ministre canadien des Affaires étrangères insistait sur le renouvellement de la pensée onusienne et des outils de maintien ou de consolidation de la paix. Pour ce faire et ainsi atteindre l'objectif clé

6. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 163*, 16 septembre 1996 et *Déclaration no 96/36*, 20 septembre 1996; *The Globe and Mail*, 17 septembre 1996, p. B14.

7. *The Globe and Mail*, 31 août 1996, p. B3 et p. A4.

8. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 137*, 6 août 1996; *Le Devoir*, 6 août 1996, pp. A1-A8 et 7 août 1996, p. A2; *The Globe and Mail*, 6 août 1996, pp. A1-A5 et 8 août 1996, pp. A1-A7.

9. ACDI, *Communiqué no 96-39*, 9 juillet 1996, *Communiqué no 96-47*, 5 septembre 1996 et *Communiqué no 96-53*, 19 septembre 1996.

de la « sécurité humaine durable », le Canada continuera son implication dans la promotion du bien-être des enfants, de la démocratisation, de la lutte contre la propagande haineuse et du désarmement. Sur ce dernier point, le Canada travaillera avec encore plus d'acharnement à l'éradication des mines anti-personnel. Le ministre annonçait aussi la création d'une unité de civils canadiens, spécialisés en droits de la personne, en formation policière ou en élections, qui pourrait être déployée rapidement dans le cadre d'opérations de paix. Enfin, au sujet de la réforme de l'ONU, le ministre canadien a de nouveau plaidé en faveur d'un Conseil de sécurité plus représentatif et transparent et d'un processus de consultation plus élaboré entre les membres du Conseil et les pays contributeurs de Casques bleus¹⁰.

En plus de prononcer cette allocution et de signer le TICEN, M. Axworthy a assisté à une réunion de suivi consacrée à l'étude canadienne sur la capacité de réaction rapide de l'ONU présentée l'an dernier. Le ministre a aussi eu plusieurs entretiens bilatéraux avec ses homologues du Groupe de Rio, du Groupe d'action ministériel du Commonwealth ou ceux des pays qui participeront, en octobre, à une Conférence mondiale sur les mines terrestres organisée par Ottawa.

2 – La conférence du P-8 sur le terrorisme

Dans la foulée de la réunion d'Ottawa en décembre 1995 et du Sommet des bâtisseurs de paix en mars 1996, se tenait, le 30 juillet à Paris, une conférence ministérielle du P-8 sur le terrorisme. Les participants ont alors adopté une série de vingt-cinq mesures de lutte antiterroriste. Qualifiées de mesures « précises et concrètes » par le ministre des Affaires étrangères du Canada, ces dispositions vont de la surveillance des nouvelles technologies de l'information à l'amélioration des moyens de détection des explosifs¹¹.

3 – La conférence mondiale contre l'exploitation sexuelle des enfants

Deux ministres canadiens, M. Lloyd Axworthy et Mme Hedy Fry (secrétaire d'État pour la situation de la femme) participaient à la Conférence mondiale contre l'exploitation sexuelle des enfants qui se tenait en Suède du 27 au 31 août. Le Canada qui a placé en tête de liste de ses priorités les droits des enfants a plaidé en faveur de la ratification d'instruments internationaux juridiques contraignants pour combattre l'esclavage des enfants et leur exploitation sexuelle. Le Canada s'impliquera dans les négociations sur le Protocole

10. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 167*, 19 septembre 1996, *Communiqué no 172*, 24 septembre 1996 et *Déclaration no 96/37*, 24 septembre 1996; *The Globe and Mail*, 25 septembre 1996, p. A9, 27 septembre 1996, p. A10 et 2 octobre 1996, p. A12.

11. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 132*, 26 juillet 1996; *Le Devoir*, 31 juillet 1996, p. A5; *The Globe and Mail*, 30 juillet 1996, pp. A1-A7 et 31 juillet 1996, pp. A1-A8.

de la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente des enfants, la prostitution et la pornographie juvénile¹².

4 – La Francophonie

Le ministre de la Coopération internationale et responsable de la Francophonie, M. Pierre Pettigrew, effectuait à Paris, du 11 au 13 septembre, une visite de travail principalement consacrée aux dossiers touchant la Francophonie. Il annonçait alors que la contribution canadienne au prochain Sommet francophone qui se tiendra au Viêt-nam s'élèvera à 4 millions \$. M. Pettigrew a par ailleurs indiqué que le Canada souhaiterait que le premier Secrétaire général de la Francophonie soit « une personnalité politique de premier plan au profil élevé, un porte-parole de nos valeurs économiques et sociales plutôt qu'un technicien¹³ ».

5 – Rencontres économiques internationales

Surveillance des marchés financiers, réforme des institutions économiques internationales et aide aux pays pauvres figuraient à l'ordre du jour des réunions du FMI auxquelles participa, les 29 et 30 septembre, le ministre des Finances du Canada, M. Paul Martin. Au sujet de la réduction de la dette des pays pauvres, le ministre Martin annonça que le Canada appuiera une augmentation de la réduction de la dette par le Club de Paris dans une proportion de 80 % pour certains des pays les plus touchés. Il réitéra aussi l'appui canadien à la vente d'une partie des réserves d'or du FMI ainsi qu'à l'Initiative de réduction de la dette lancée lors de cette réunion¹⁴.

À l'instar du FMI, la Quadrilatérale se réunissait aussi à la fin de septembre. Les ministres du Commerce du Japon, des États-Unis, de l'Union européenne et du Canada ont alors examiné les sujets à l'ordre du jour de la première Conférence ministérielle de l'OMC prévue en décembre. Satisfaite par la récente percée vers la conclusion d'un accord sur les technologies de l'information, la Quadrilatérale désire maintenant débloquer les négociations sur l'ouverture des marchés des télécommunications et les services financiers, parachevant ainsi le cycle d'Uruguay. L'idée de lancer un nouveau cycle de négociations n'a pas été officiellement évoquée. En marge de cette réunion, le ministre canadien du Commerce a par ailleurs abordé avec son homologue de l'Union européenne la question de l'interdiction française touchant l'amiante, une décision qui affecte particulièrement le Canada, premier producteur mondial de ce produit¹⁵.

12. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 145*, 22 août 1996 et *Déclaration no 96/35*, 27 août 1996.

13. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 156*, 9 septembre 1996; Agence France Presse, 12 septembre 1996.

14. Ministère des Finances du Canada, *Communiqué no 96-064*, 29 septembre 1996 et *Communiqué no 96-065*, 30 septembre 1996; *Le Devoir*, 28-29 septembre 1996, p. C6; *The Globe and Mail*, 30 septembre 1996, pp. B1-B3.

15. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 171*, 24 septembre 1996; *Europolitique*, 2 octobre 1996.

F — Les relations canado-américaines

1 – Les relations économiques

Dans un contexte de campagne électorale américaine, le ton se durcissait en septembre dans le dossier du différend canado-américain sur les produits agricoles, les œufs et la volaille. En réaction à une décision préliminaire unanime, favorable au Canada, prise en juillet par un groupe binational de l'ALENA, Washington entendait faire valoir de nouveaux arguments pour renverser la décision finale attendue en novembre. Les Américains laissaient également entendre qu'ils pousseraient leurs revendications plus avant, même advenant une décision du groupe binational qui leur serait défavorable¹⁶.

Par ailleurs, en revenant de son séjour asiatique, le ministre du Commerce international s'arrêtait en Californie, les 23 et 24 juillet, pour promouvoir les intérêts commerciaux du Canada. Des rencontres avec des membres de la Chambre de commerce de Los Angeles et des cadres de sociétés de cinéma ou de télévision étaient prévues¹⁷.

2 – Autres questions

En vertu des dispositions du Traité sur le saumon du Pacifique, le Canada décidait en juillet de porter devant un Tribunal de règlement des différends techniques la question des captures de saumon quinnat dans le sud-est de l'Alaska. Entre-temps, le Canada obligera les bateaux de pêche américains qui veulent traverser les eaux canadiennes à obtenir une autorisation et à ranger leurs filets de pêche durant leur traversée de la côte du Pacifique¹⁸. Si la gestion des ressources du saumon en Alaska demeurerait une importante pomme de discorde entre les États-Unis et le Canada, les deux pays parvenaient toutefois à s'entendre sur la gestion du saumon rouge de la rivière Fraser en signant en juillet un accord sur ce sujet¹⁹.

G — Le Canada et l'espace européen

1 – Le séjour en Europe du ministre Axworthy

Profitant de sa participation à la Conférence mondiale contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants qui se tenait à Stockholm, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy a signé le 27 août, dans le cadre d'une visite officielle en Suède, une convention fiscale modifiée qui favorisera

16. *The Globe and Mail*, 16 juillet 1996, pp. A1-A3 et 26 septembre 1996, pp. A1-A10.

17. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 130*, 23 juillet 1996.

18. Pêches et Océans Canada, *Communiqué no C-HQ-96-57f*, 15 juillet 1996; *The Globe and Mail*, 16 juillet 1996, p. A3.

19. Pêches et Océans Canada, *Communiqué no C-AC-96-59f*, 22 juillet 1996.

le commerce et l'investissement entre les deux pays. Après ce séjour, le ministre s'est rendu en Lituanie où il a signé avec son homologue, M. Povilas Gylys, un accord concernant la double imposition et l'évasion fiscale. Outre les dossiers de coopération bilatérale dont le commerce et l'investissement font partie, M. Axworthy a également discuté avec M. Gylys de l'intégration de la Lituanie dans l'OTAN, des relations avec la Russie et de la collaboration entre les pays baltes²⁰.

2 – Le séjour du ministre Eggleton au Royaume-Uni

Le ministre du Commerce international, M. Art Eggleton, visitait Dublin et Londres du 4 au 8 septembre pour promouvoir les exportations canadiennes dans le secteur de l'aérospatiale et l'investissement étranger au Canada. En plus des ministres responsables de ces dossiers économiques, M. Eggleton a aussi rencontré le chef d'État-major de la Royal Air Force pour discuter de l'éventuelle location de bases canadiennes menacées de fermeture. Le Canada étudie présentement la possibilité d'utiliser ces infrastructures pour l'entraînement des forces militaires alliées²¹.

3 – L'Union européenne

Après le règlement par l'OMC, le trimestre dernier, du litige sur les pétoncles qui l'opposait à l'UE, le Canada demandait en septembre la formation d'un autre groupe de règlement des différends. Cette fois-ci, l'OMC se penchera à la demande d'Ottawa sur l'interdiction par l'UE des importations de bœuf ayant reçu des hormones de croissance²².

Par ailleurs, dans le dossier de la surpêche, l'OPANO (Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest) acceptait en septembre que ce soit le Canada qui détermine, jusqu'en 2005, les niveaux des prises et la limite des prises étrangères pour la morue du Nord. Quant au flétan noir, l'OPANO a convenu de reconduire pour 1997 les mêmes mesures de conservation qui avaient été conclues à la suite de ce qu'on a appelé « la guerre du flétan » entre l'UE et le Canada. Enfin, l'OPANO a mandaté un groupe de travail qui élaborera une procédure de règlement des différends entre les membres de l'organisation, évitant ainsi, espère-t-on, un autre conflit semblable²³.

20. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 149*, 27 août 1996 et *Communiqué no 150*, 29 août 1996; *Agence TASS*, 29 août 1996; voir aussi Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 145*, 22 août 1996 et *Déclaration no 96/35*, 27 août 1996.

21. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 151*, 30 août 1995 (sic); *Le Devoir*, 6 septembre 1996, p. A8.

22. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 170*, 20 septembre 1996.

23. Pêches et Océans Canada, *Communiqué no C-AC-96-66f*, 16 septembre 1996; *The Globe and Mail*, 17 septembre 1996, p. A4.

4 – La Bosnie

Sous les auspices de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), le Canada a dépêché une trentaine d'observateurs pour les élections bosniaques du 14 septembre. En plus de la mission d'observation, une quinzaine de Canadiens avaient aussi été envoyés en Bosnie au mois d'août pour œuvrer à titre de scrutateurs de l'OSCE²⁴.

5 – L'Ukraine

Le président du Sénat, M. Gildas Molgat, représenta le Canada aux célébrations du cinquième anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine²⁵. Le Canada a par ailleurs continué, ce trimestre, à appuyer les réformes politiques et économiques ukrainiennes en accordant 4 millions \$ pour la remise sur pied de coopératives de crédit et 2,5 millions \$ pour la création de nouveaux programmes d'enseignement universitaire et de formation²⁶. Il a également appuyé la réforme judiciaire dans ce pays par l'entremise d'une contribution de 2,1 millions \$ annoncée lors de la visite au Canada du ministre ukrainien de la Justice à la fin de septembre²⁷.

H — Le Canada et l'Amérique latine

1 – L'Amérique centrale

Afin de faire un suivi des consultations tenues à Ottawa en mai dernier, le ministre canadien des Affaires étrangères et la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. Lloyd Axworthy et Mme Christine Stewart, rencontraient de nouveau leurs vis-à-vis des sept pays centraméricains en se rendant au Guatemala, le 12 septembre. M. Axworthy signa à cette occasion avec le Panama un accord de promotion et de protection des investissements étrangers et proposa à l'ensemble des participants de débiter des négociations sur le transport aérien avec le Canada²⁸. Il a également annoncé le financement de projets de coopération au Guatemala et a assuré les pays centraméricains de l'appui canadien dans la réalisation d'un vaste projet régional d'énergie électrique²⁹.

24. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 160*, 12 septembre 1996.

25. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 144*, 21 août 1996.

26. ACDI, *Communiqué no 96-38*, 3 juillet 1996 et *Communiqué no 96-48*, 11 septembre 1996.

27. ACDI, *Communiqué no 96-55*, 24 septembre 1996.

28. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 154*, 6 septembre 1996 et *Communiqué no 161*, 12 septembre 1996.

29. ACDI, *Communiqué no 96-49*, 12 septembre 1996 et *Communiqué no 96-50*, 12 septembre 1996.

2 – Le Chili

La 6^e ronde de négociations des pourparlers entre le Canada et le Chili sur le libre-échange débuta le 8 juillet à Santiago. Devant les progrès réalisés lors des cinq premières rondes, on espérait pouvoir arriver à une entente d'ici la fin de 1996 et même parapher cette entente à l'occasion du passage au Canada du Président chilien en septembre. Les négociations n'étant pas complétées, la visite de M. Frei fut reportée; les principaux points qui restent encore en suspens concernent notamment les demandes canadiennes en faveur d'une libéralisation plus rapide des services financiers chiliens³⁰.

3 – Haïti

Accompagné de députés fédéraux, le ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Pettigrew, était de passage en Haïti, le 17 septembre. Cette brève visite permit des rencontres avec le président René Préval, des membres de l'École de la magistrature, de l'Académie de police et de la mission de l'ONU. Le ministre Pettigrew a par ailleurs indiqué que le Canada pourrait prolonger sa participation à la MANUHA (Mission d'appui des Nations Unies en Haïti) au-delà du 30 novembre. Une récente flambée de criminalité pourrait inciter le président Préval à demander une prolongation de la mission onusienne³¹.

4 – La République dominicaine

En début de juillet, le gouvernement canadien félicita M. Leonel Fernandez pour sa victoire lors des élections présidentielles dominicaines du 30 juin. Le Canada avait participé à la mission d'observation de l'OEA et fourni une assistance technique et financière soit pour l'organisation du scrutin soit pour l'éducation civique des électeurs³².

I — Le Canada et le Moyen-Orient

Des affrontements violents éclatèrent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza à la fin du trimestre. À l'instar de nombreux autres pays, le Canada suivit de près la situation et exhorta les dirigeants palestiniens et israéliens à reprendre des négociations bilatérales directes. Les préoccupations du gouvernement furent transmises au chargé d'affaires d'Israël et au délégué général palestinien à Ottawa³³.

30. *Le Devoir*, 9 juillet 1996, p. B4; voir aussi *Reuters*, 20 septembre 1996; *El Mercurio*, 23 septembre 1996.

31. ACDI, *Communiqué no 96-52*, 16 septembre 1996; *Le Devoir*, 18 septembre 1996, p. A4.

32. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 121*, 2 juillet 1996.

33. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 173*, 26 septembre 1996.

1 – L'Irak

En septembre, le premier ministre Chrétien a appuyé la réponse des États-Unis contre l'attaque faite par l'Irak sur la population kurde de la ville d'Arbil en qualifiant de « réponse modérée et claire » l'emploi de missiles de croisière par Washington. Deux missions commerciales canadiennes se déroulaient en Irak au moment de ces événements qui ont nécessité leur retour précipité au pays³⁴.

2 – Israël

Le 31 juillet, le ministre du Commerce international, M. Art Eggleton, et son homologue israélien, M. Natan Sharansky, ont signé à Ottawa l'Accord de libre-échange Canada-Israël dont l'entente de principe avait été conclue en janvier dernier. Rappelons que cet accord aura pour effet d'éliminer d'ici au 1^{er} janvier 1997 tous les tarifs douaniers pour les produits manufacturiers ainsi que la majorité des produits agricoles et de la pêche³⁵.

J — Le Canada et l'Afrique (sud du Sahara)

1 – Le Burundi

Le Canada a vivement déploré le 25 juillet le coup d'État militaire survenu au Burundi³⁶. Il s'est de plus joint aux chefs d'État et de gouvernements de la région des Grands Lacs de l'Afrique centrale qui ont condamné le 31 juillet le renversement politique et décidé d'user d'un maximum de pression, y compris l'imposition de sanctions économiques, pour favoriser un retour à la démocratie dans ce pays³⁷.

2 – Le Nigéria

Le Nigéria mobilisait encore, ce trimestre, l'attention du Commonwealth qui y consacra deux autres réunions ministérielles. Certains événements irritèrent particulièrement le Canada dont la fermeture du Haut-Commissariat du Nigéria à Ottawa³⁸ et le report d'une mission du Commonwealth en raison du

34. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 septembre 1996; *Le Devoir*, 4 septembre 1996, p. A5; *The Globe and Mail*, 4 septembre 1996, p. A8.

35. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 135*, et *Déclaration no 96/33*, 31 juillet 1996; *Le Devoir*, 1^{er} août 1996, p. B2; *The Globe and Mail*, 1^{er} août 1996, p. B13.

36. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 131*, 25 juillet 1996.

37. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 138*, 8 août 1996.

38. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 155*, 6 septembre 1996; *The Globe and Mail*, 24 août 1996, p. A4; *Agence France Presse*, 28 août 1996; *Reuters World Service*, 28 août 1996.

refus des autorités nigérianes de permettre aux participants de rencontrer des membres de l'opposition³⁹. À la fin de septembre, lors de son passage à l'ONU, le ministre canadien Lloyd Axworthy exprimait ouvertement son inquiétude devant la lenteur du Commonwealth à imposer des sanctions. M. Axworthy devait toutefois se rallier à la décision du Commonwealth d'attendre les résultats d'une seconde mission avant d'imposer des sanctions multilatérales⁴⁰.

K — Le Canada et l'Asie

1 — Le ministre des Affaires étrangères en Asie

Le ministre des Affaires étrangères se rendait en Thaïlande et à Hong Kong avant de participer, en Indonésie, aux réunions de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)⁴¹. En Thaïlande, du 18 au 20 juillet, M. Axworthy tenait notamment des réunions préparatoires pour la venue de la mission commerciale qu'effectuera Équipe Canada dans ce pays au début de 1997. Il annonçait de plus l'octroi d'une aide de 5,6 millions \$ à l'Asian Institute of Technology établi à Bangkok afin de mettre au point un programme de gestion de l'environnement urbain⁴².

Le 21 juillet, le ministre s'arrêtait à Hong Kong. Il discutait avec le gouverneur Patten de la question du transfert de souveraineté et soulevait la possibilité d'accorder l'asile politique à des dissidents chinois ou des réfugiés vietnamiens demeurant sur l'île. M. Axworthy a également signalé à son interlocuteur la volonté de son gouvernement de continuer à permettre aux citoyens de Hong Kong de voyager sans visa au Canada⁴³.

Après ces deux escales, M. Axworthy participait du 22 au 25 juillet au troisième Forum régional et à la conférence ministérielle de l'ASEAN. Plusieurs sujets ont été discutés dont les progrès accomplis pour la création d'une zone de libre-échange, les tensions dans la mer de Chine, le dialogue éventuel entre Séoul et Pyongyang, la candidature de nouveaux membres et l'admission de la Birmanie comme observateur. Sur ce dernier point, le Canada a proposé d'établir un groupe de contact chargé de la Birmanie au sein des Nations Unies. M. Axworthy a indiqué avoir discuté de cette idée avec son homologue birman qui, à l'instar des autres participants, n'a pas appuyé fermement l'initiative canadienne⁴⁴.

39. *The Globe and Mail*, 26 septembre 1996, p. A11; *Reuters North American Wire*, 25 septembre 1996 et 26 septembre 1996.

40. *The Globe and Mail*, 30 septembre 1996, pp. A1-A9; *Agence France Presse*, 29 septembre 1996; *Reuters*, 29 septembre 1996.

41. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 125*, 9 juillet 1995; *The Globe and Mail*, 26 juillet 1996, p. B5.

42. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 96-41*, 18 juillet 1996.

43. *Le Devoir*, 23 juillet 1996, p. A4; *The Globe and Mail*, 23 juillet 1996, p. A4.

44. *The Globe and Mail*, 24 juillet 1996, p. A7 et 25 juillet 1996, p. A10; *Le Devoir*, 24 juillet 1996, p. A4 et 25 juillet 1996, p. A5.

Par ailleurs, le Canada a modifié certains de ses accords avec l'ASEAN afin de faciliter l'insertion du Viêt-nam dans des projets de coopération ASEAN-Canada⁴⁵. Les Canadiens ont aussi obtenu l'autorisation du gouvernement birman de se rendre dans ce pays pour retrouver les épaves d'un avion qui s'est écrasé dans ce pays pendant la Seconde Guerre mondiale avec des Canadiens à son bord.

2 – Le secrétaire d'État au Viêt-nam et en Malaysia

Du 23 juillet au 2 août, M. Raymond Chan, le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) dirigeait une mission commerciale formée de 17 entreprises au Viêt-nam et en Malaysia. Il s'agit de la reprise d'une visite de M. Chan qui avait été annulée l'an dernier à la demande des autorités vietnamiennes. Le ministre canadien fut d'abord reçu à Hanoi où il rencontra plusieurs ministres puis se rendit à Hô Chi Minh Ville discuter avec des gens d'affaires. Les discussions portèrent essentiellement sur les relations économiques mais M. Chan souleva brièvement la question de la libération de certains prisonniers politiques⁴⁶.

En Malaysia, M. Chan rencontra des représentants d'associations de développement de Penang et de Kuala Lumpur. Il représenta ensuite le Canada au forum intitulé « Dialogue international de Langkawi » qui réunit des représentants de banques, de gouvernements et de multinationales de divers pays⁴⁷.

3 – Le ministre du Commerce extérieur en Asie

Le ministre Art Eggleton profitait d'une réunion de l'APEC (Organisation de coopération économique Asie-Pacifique) en Nouvelle-Zélande pour visiter l'Australie et la Corée du Sud du 15 au 22 juillet. Le Canada qui présidera le processus de l'APEC en 1997 avait proposé une réunion des ministres du Commerce de cette organisation afin de favoriser le succès de la première Conférence de l'OMC, prévue en décembre à Singapour. Les ministres de l'APEC se rencontrèrent donc à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, les 15 et 16 juillet, pour faire le bilan du travail de l'Organisation dans le dossier de la libéralisation du commerce et des investissements⁴⁸.

La réunion terminée, M. Eggleton débuta la portion bilatérale de son périple en rencontrant des gens d'affaires néo-zélandais puis il se rendit en Australie où il présida la première réunion du Groupe consultatif sur la

45. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 96-42*, 24 juillet 1996.

46. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 129*, 19 juillet 1996; *Agence France Presse*, 24 juillet 1996; *Reuters North American Wire*, 25 juillet 1996; *Deutsche Presse-Agentur*, 23 juillet 1996.

47. Voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 96/34*, 30 juillet 1996.

48. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 126*, 11 juillet 1996; *Reuters*, 16 juillet 1996.

coopération économique créé l'an dernier. Enfin, lors de la dernière étape de son voyage, la Corée du Sud, le ministre s'entretint avec plusieurs représentants du gouvernement et du milieu des affaires. Ces tête-à-tête avaient pour but de faciliter la venue prochaine d'Équipe Canada.

4 – La Chine

Du 17 au 20 septembre, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la Chine, M. Qian Qichen, effectuait une visite officielle au Canada. Le Premier ministre canadien acceptait alors une invitation de se rendre en Chine afin de parapher officiellement avec son homologue l'entente sur la vente de réacteurs nucléaires Candu⁴⁹. Ce contrat, estimé à 4 milliards \$, prévoit la construction de deux réacteurs de 700 mégawatts à Qinshan dans la région de Shanghai. Le Canada assurera une partie du financement de ce projet par le biais d'un prêt avec intérêt de 1,5 milliard \$.

La visite de M. Qian fut également marquée par la signature de deux accords consulaires. Le premier stipule que le Canada maintiendra sa présence consulaire à Hong Kong après 1997 tandis que le second accord élargit des territoires que couvrent les consulats du Canada en Chine et ceux des consulats de la Chine au Canada⁵⁰.

D'autre part, plus tôt ce trimestre, le Canada a versé deux contributions de 75 000 \$ pour aider les victimes d'inondations dans plusieurs provinces chinoises et 6,9 millions \$ pour appuyer les travaux d'un conseil de l'environnement en Chine⁵¹.

5 – L'Inde

La visite au Canada du ministre des Affaires étrangères de l'Inde, M. Inder Kumar Gujral, à la fin de septembre, s'inscrivait dans la lancée des suites de la mission d'Équipe Canada dans ce pays en janvier dernier. De nombreux sujets furent discutés à cette occasion dont la seule ombre au tableau des relations indo-canadiennes, c'est-à-dire le refus de l'Inde de signer le traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Dans les domaines de l'économie et de l'immigration, la visite de M. Gujral a été marquée par l'annonce de l'ouverture d'un bureau de liaison dans la capitale du Panjab⁵². Alors que des

49. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 159*, 11 septembre 1996; *Le Devoir*, 15 juillet 1996, p. A2 et 20 septembre 1996, p. A8; *The Globe and Mail*, 20 septembre 1996, p. A3; *The British Broadcasting Corporation*, 21 septembre 1996; *The Xinhua News Agency*, 19 septembre 1996.

50. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 165*, 19 septembre 1996.

51. ACDI, *Communiqué no 96-43*, 6 août 1996 et *Communiqué no 96-56*, 26 septembre 1996.

52. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 174*, 27 septembre 1996 et *Communiqué no 176*, 30 septembre 1996; *The Globe and Mail*, 30 septembre 1996, p. A4; voir aussi *The Globe and Mail*, 15 octobre 1996, p. A3 et *Le Devoir*, 15 octobre 1996, p. A4.

rumeurs de fermeture de représentations du Canada à l'étranger se font de plus en plus persistantes, cette décision d'ouvrir un bureau au Panjab témoigne, selon les observateurs politiques, de l'importance que le Canada accorde à ses relations avec l'Inde.

6 – Le Japon

Le ministre des Affaires étrangères recevait son homologue japonais, M. Yukihiko Ikeda, les 20 et 21 septembre. Les deux hommes discutèrent d'un large éventail de dossiers bilatéraux et internationaux dont l'admission de la Corée du Sud à l'OMC. Sur ce dernier point, les deux pays décidèrent d'unir leurs efforts pour appuyer la demande sud-coréenne⁵³.

Par ailleurs, le Canada salua en juillet la décision du Japon d'utiliser le bois d'œuvre canadien dans l'industrie de la construction domiciliaire sans qu'il soit nécessaire de l'assujettir aux normes japonaises⁵⁴. Si cette annonce clôt ce dossier commercial d'importance à la satisfaction du Canada, par contre, la décision de Tokyo de porter en appel la décision de l'OMC condamnant la taxe japonaise sur les importations de spiritueux relance un autre litige⁵⁵.

L — Les politiques dans l'Arctique

Le Canada était l'hôte, le 19 septembre, de la réunion inaugurale du Conseil de l'Arctique, un forum intergouvernemental de haut niveau qui permettra la coopération entre les États et les collectivités autochtones de l'Arctique dans des domaines tels que la protection de l'environnement, le développement économique et l'épanouissement culturel. La création d'un tel organisme avait été formellement proposée en 1989 par le Canada qui en assumera la présidence jusqu'en 1998⁵⁶.

M — Chronologie thématique*

La reconnaissance de la Macédoine

3 juillet :

Le Canada reconnaît l'ancienne République yougoslave de Macédoine (FYROM) sous son nom provisoire et propose l'établissement de relations

53. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 164*, 18 septembre 1996 ; *Jiji Press Ticker Service*, 24 septembre 1996 ; *Japan Policy & Politics*, 23 septembre 1996.

54. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 123*, 3 juillet 1996.

55. *Canada-Japan Trade Council Newsletter*, July-August 1996, p. 8.

56. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 140*, 14 août 1996 et *Communiqué no 166*, 19 septembre 1996.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

diplomatiques. Entre-temps, les relations seront assurées par l'ambassade du Canada à Belgrade (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 122*, 3 juillet 1996).

La visite du Président de la Catalogne

6 au 11 juillet :

Le Président du gouvernement autonome de la Catalogne en Espagne, M. Jordi Pujol, effectue une visite officielle au cours de laquelle il séjourne principalement au Québec et traite de divers dossiers culturels et économiques. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 124*, 4 juillet 1996).

L'attentat à la bombe durant les Jeux olympiques

27 juillet :

Dans des lettres au Président américain et au Président du Comité international olympique, le Premier ministre canadien condamne l'explosion d'une bombe durant la tenue des Jeux olympiques qui se déroulent alors à Atlanta. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 27 juillet 1996).

Le conflit chypriote

16 août :

Les affrontements à Chypre qui se sont produits les 11 et 14 août dans la zone tampon contrôlée par l'ONU, entre les secteurs grec et turc de l'île, soulèvent l'inquiétude du Canada qui prie les deux parties de reprendre les pourparlers. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 142*, 16 août 1996).

Séjour en Afrique de la secrétaire d'État

26 au 30 août :

La secrétaire d'État à l'Amérique latine et à l'Afrique, Mme Christine Stewart, copréside la réunion du Comité économique de la coalition mondiale pour l'Afrique qui se tient en Éthiopie. Elle profite également de cet événement pour effectuer des visites officielles en Éthiopie et en Ouganda. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 148*, 23 août 1996 ; *Nouvelles de l'ACDI*, no 10, juillet-août 1996).

La lutte contre la corruption au Guatemala

19 septembre :

Moins d'une semaine après sa visite au Guatemala, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, se réjouit d'apprendre que le gouvernement guatémaltèque a pris des mesures pour lutter contre la corruption en destituant plusieurs cadres supérieurs des forces armées, de la police et du service des douanes. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 169*, 19 septembre 1996).

Le Canada et la Birmanie

30 septembre :

Un nouvel acte de répression de la part du régime militaire de la Birmanie pousse le Canada à réitérer ses demandes en faveur de la libération des prisonniers politiques et de la tenue d'une véritable réforme démocratique dans ce pays. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 177*, 30 septembre 1996).

Nominations diplomatiques et autres

17 juillet : Cinq nouveaux ambassadeurs sont nommés : M. Serge April en Pologne, Mme Susan Cartwright en Hongrie (avec accréditation en Slovénie), M. Daniel Livermore au Guatemala, M. Stuart McDowall aux Émirats arabes unis et M. Christopher Poole en Haïti. Deux nouveaux hauts-commissaires sont aussi désignés, soit M. Barry Carin à Singapour et Mme Anne Charles au Zimbabwe, ainsi que trois nouveaux consuls : M. Peter Campbell à Osaka, M. Mark Romoff à Buffalo et M. Jon Swanson à Dallas. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 128*, 17 juillet 1996).

1^{er} août : On apprend la nomination de M. Réjean Frenette à titre de premier observateur permanent du Canada au Conseil de l'Europe. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 136*, 1^{er} août 1996).

8 août : Mme Kim Campbell devient consule générale du Canada à Los Angeles. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 8 août 1996).

23 août : Huit autres nominations sont annoncées : Mme Marie Bernard-Meunier sera ambassadrice aux Pays-Bas, M. Thomas Boehm, consul à Seattle, et M. Alan Bowker, haut-commissaire en Guyana (avec accréditation au Suriname). M. Jeremy Kinsman deviendra ambassadeur en Italie, M. Michael Mace, ambassadeur en Turquie (avec accréditation en Géorgie), M. Richard Mann, ambassadeur au Kazakhstan, M. André Simard, haut-commissaire en Malaysia et M. Gary Smith, ambassadeur en Indonésie. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 147*, 23 août 1996).

12 septembre : Le Canadien Maxwell Yalden est élu au Comité des droits de l'homme des Nations unies. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 12 septembre 1996).

13 septembre : Six autres nominations complètent le trimestre. M. Nicholas Etheridge est nommé haut-commissaire au Bangladesh, M. Daniel Edward Hobson, ambassadeur en Arabie saoudite (avec accréditation au Bahreïn et au Yémen) et M. Jean-Pierre Juneau, ambassadeur auprès de l'Union européenne. Enfin, M. Michael Molly reçoit la charge de l'ambassade de Jordanie, M. Michael de Salaberry, celle de l'ambassade d'Iran et M. Dennis Snider, celle de l'ambassade de la République fédérative de Yougoslavie. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 162*, 13 septembre 1996).